

## Travail, sécurité et dignité des francophones

**LOUVAIN-LA-NEUVE** Le MR s'est porté garant du respect de la valeur travail et de la sécurité à l'occasion de son dernier congrès de campagne hier. Défenseur de la «dignité des francophones», il se dit prêt à discuter d'une autonomie accrue et d'une responsabilisation des Régions, mais aussi d'un renforcement de la structure fédérale. Le président Didier Reynders a réitéré son plaidoyer en faveur d'une «circonscription fédérale». Il a par ailleurs appelé le «peuple francophone» à se «forger un projet», un «destin» si la condition à la négociation institutionnelle est effectivement d'aller vers un renforcement des Régions. Evoquant également le thème de l'immigration, le MR a rappelé son souci de voir accueillis «ceux qui souffrent» à la condition qu'ils «partagent les valeurs universelles qui fondent le projet européen». ■

## Verts du nord et du sud unis



**BRUXELLES** Les écologistes du nord et du sud du pays ont mis en avant hier leur union et leur volonté de dialogue pour trouver une solution à la crise communautaire que traverse le pays. Au cours d'un meeting de campagne organisé par les Verts francophones à Bruxelles, le coprésident d'Ecolo Jean-Michel Javaux et son collègue de Groen! Wouter Van Besien (photo) ont appelé à sortir de la logique de confrontation entre partis flamands et francophones qui, à leurs yeux, a mené la Belgique dans l'impasse. «La famille verte peut débloquer la situation politique dans ce pays», a assuré le président de Groen!. En cette période de difficulté budgétaire, les écologistes ont aussi dit leur opposition à une politique d'austérité qui mettrait à mal les services sociaux assurés par l'Etat et l'enseignement. ■

# L'éthique des politiques surveillée de près



**BRUXELLES** Plus de la moitié des candidats francophones aux élections fédérales siègent déjà dans une autre assemblée, régionale ou communautaire. S'ils sont élus, ils devront choisir où siéger. La pratique est indigne plus d'un et met à mal l'image de la fonction politique.

«Vis-à-vis de l'électeur, ce n'est pas correct», déclare Chantal Hébert, présidente de Transparency International Belgium. «Une des propositions pour éviter ce genre d'attitude est l'unification des élections.» L'organisation a envoyé à tous les candidats, du nord comme du sud du pays, un questionnaire les invitant à témoigner de leurs engagements en matière d'éthique, les mesures qu'ils seraient prêts à voter.

Sans oublier la corruption. Selon un dernier Eurobaromètre, 78% des Belges estiment que la corruption est un problème majeur dans leur pays. «Les gens n'ont

pas grande confiance dans leur système», analyse Chantal Hébert. «Les affaires jouent sur l'indice de perception de la corruption. Nous essayons de savoir si le citoyen peut faire confiance au candidat.»

Transparency International a voulu savoir aussi si les candidats étaient prêts, une fois élus, à révéler le montant de leurs revenus pour tous les mandats publics qu'ils exercent. Dans l'état actuel des réponses, c'est un 'oui' massif qui se dégage en faveur de cette réponse. Mais pour d'autres thèmes, les positions ne sont pas aussi claires.

La plupart des questionnaires

(ayant reçu l'accord de la personne sondée) sont visibles sur le site internet de l'organisation, qui invite le citoyen à répondre au questionnaire comme s'ils se présentaient aux élections. Transparency International donnera jeudi les grandes tendances du sondage. Mais c'est après le scrutin que le travail commencera réellement. L'organisation s'engage à suivre de près l'évolution de la législature et de retourner auprès des élus interrogés pour leur rappeler leurs engagements. «Notre but est d'une part d'informer le citoyen sur les engagements pris par les responsables politiques, et d'autre part de suivre de près les promesses des uns et des autres», conclut Chantal Hébert.

Nicolas Naizy

/// [www.transparencybelgium.be](http://www.transparencybelgium.be)

## La N-VA veut imposer le confédéralisme

**GAND** Le président de la N-VA, Bart De Wever, a appelé hier tous les partis flamands à agir de concert pour imposer le confédéralisme après les élections. Il leur a également demandé de ne plus jamais accepter de siéger dans un gouvernement fédéral qui ne disposerait pas d'une majorité sur les bancs flamands du parlement. Plus de 1.500 personnes et de nombreux journalistes, y compris de médias étrangers, avaient rejoint le meeting de campagne de nationalistes flamands très sûrs d'eux à une semaine d'un 13 juin qu'on leur prétait victorieux. Accueilli comme un héros, M. De Wever s'en est pris aux partis flamands de l'ex-majorité fédérale, le CD&V et l'Open Vld. «Pour cette raison seulement, ils méritent déjà une raclée de l'électeur», a-t-il lancé. ■

## L'élargissement n'aura pas lieu



**BRUXELLES** Pour Yves Leterme, il faut miser sur les partis qui demandent «un permis de restructuration du pays» et pas sur ceux qui veulent sa démolition. Mais il a été clair sur la question de l'élargissement de Bruxelles, une proposition notamment évoquée par Joëlle Milquet (cdH) durant la semaine: «Il n'aura pas lieu, pas aujourd'hui, pas demain, pas après demain.» Le Premier ministre sortant a également indiqué craindre une réaction «impulsive» de l'électorat lors des prochaines élections. «Conditionner les rapports de force politiques durant quatre ans par un vote impulsif dimanche prochain sur base de ce qui s'est passé autour de BHV, je crois que c'est très dangereux. Il a également pointé du doigt la famille libérale, responsable, selon lui, de la crise gouvernementale. ■

## Le cdH veut des états généraux des familles

**SAINTES** A l'occasion de son annuelle Fête des familles, le cdH a plaidé pour que le prochain gouvernement, sur base d'Etats généraux des Familles, fasse des avancées concrètes importantes pour les familles. «Le cdH ne veut pas que les familles soient les oubliées ni de la crise ni de la sortie de crise.» En plus d'une augmentation des moyens investis dans les politiques familiales, les humanistes réclament plus de temps pour «vivre ensemble». Concrètement, ils proposent entre autres, l'allongement du congé parental et l'instauration de l'obligation dans le chef du travailleur du congé de paternité. ■



## Le PS élabore son budget fédéral en dix points

**BRUXELLES** Les socialistes Elio Di Rupo, Paul Magnette et Laurette Onkelinx ont présenté hier un «contrat», signé par l'ensemble des têtes de liste, par lequel le PS s'engage sur dix priorités. Le PS y défend des mesures pour un montant global chiffré entre 5 et 7 milliards € largement compensé, assure-t-il, par le fruit d'une meilleure lutte contre la fraude fiscale et le «recyclage des intérêts notionnels». Le PS demande 500 millions pour le refinancement de Bruxelles. «Une nécessité», a martelé Laurette Onkelinx, tête de liste bruxelloise. Quant aux autres chiffres, le PS prévoit notamment 300 millions € pour la sécurité, 100 millions pour le relèvement des allocations familiales, 300 millions, sur base annuelle, pour continuer la revalorisation des pensions, 1,2 milliard (sur quatre ans) pour les allocations sociales. Il entend recycler 800 millions € des intérêts notionnels au profit de l'emploi. ■

## Un nouveau sondage confirme le carton de la N-VA

**BRUXELLES** Selon le dernier baromètre de 'La Libre' et RTL-TVI, le PS reste le premier parti en Wallonie (30%). A part le cdH (16,1%), stabilisé, les partis traditionnels perdent par rapport au sondage précédent, Ecolo (18,9%) étant le seul à rester quelque peu au-dessus de son score de 2009. A Bruxelles, le MR (22,7%) repasse en tête devant le PS (19,4%), Ecolo (13,9%) et le cdH (12,1%). Le PP fait un bond à 8,8% dans la capitale. En Flandre, avec 26%, la N-VA distance ses plus proches poursuivants de près de 10%. Le sp.a est deuxième (16,3%) quasiment ex-aequo avec le CD&V (16,2%), qui perd 6,7% par rapport au scrutin régional de 2009. Le VB (15%) devance l'Open Vld (13,6%) et Groen! (6,8%). La Liste Dedecker (4,3%) ne franchit plus le seuil électoral moyen. ■

